

# Dmitry Polyanskiy : la riposte nucléaire n'est plus impensable

Dmitry Polyanskiy est le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'OSCE. Polyanskiy affirme que l'escalade de l'Europe dans la guerre par procuration en Ukraine a franchi toutes les lignes rouges, et qu'en Russie, le fait d'évoquer l'utilisation d'une arme nucléaire tactique contre l'Europe n'est plus un sujet tabou. Veuillez aimer et vous abonner ! Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdieseng](http://buymeacoffee.com/gdieseng) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous sommes aujourd'hui avec Dmitry Polyansky, ancien représentant permanent de la Fédération de Russie auprès des Nations unies, et désormais ambassadeur et représentant permanent de la Russie auprès de l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Merci d'être avec nous, cela faisait un moment. Merci beaucoup. En avril, le ministère russe de la Défense a publié une liste d'entreprises et d'installations à travers l'Europe impliquées dans la production de drones et d'autres composants destinés à la guerre en Ukraine. L'ancien président Dmitry Medvedev a qualifié ces cibles de légitimes. Aujourd'hui, on voit ces attaques de drones s'intensifier, jusque profondément en territoire russe, et cela semble accroître le risque d'un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN. Je voulais savoir comment vous évaluez cette évolution. Sommes-nous en train de gravir les échelons de l'escalade ? Je n'en ai aucun doute.

## #Dmitry Polyanskiy

J'essaie d'être très présent et très clair pendant les réunions du Conseil permanent de l'OSCE, où l'on se retrouve chaque semaine pour parler de la situation sécuritaire en Europe. En réalité, je ne pense pas qu'il y aura un changement brutal entre, disons, aujourd'hui où nous ne sommes pas en guerre directe, et demain où nous le serions. Cette frontière est déjà très floue. Comme vous l'avez justement dit, nous avons souvent souligné que les pays de l'OTAN, en particulier les États baltes et la Pologne, s'impliquent de plus en plus dans des actions militaires, directement ou indirectement. Comment peut-on, par exemple, évaluer l'utilisation de missiles à longue ou moyenne portée fournis par le Royaume-Uni et par la France, alors qu'ils ne peuvent être activés qu'avec l'aide directe de spécialistes occidentaux ? Cela veut dire qu'il ne suffit pas à l'Ukraine de décider seule quelle cible frapper.

Quelqu'un, dans ces pays, doit physiquement appuyer sur le bouton avec eux. Cela les rend totalement complices, et bien sûr, ils partagent la responsabilité. Comment peut-on évaluer le fait que nous soyons confrontés à une situation où l'ensemble de l'OTAN fait tout son possible pour fournir au régime de Kiev des armes, de l'artillerie, des obus, des munitions, des drones ? Nous devons donc faire face à toute la machine militaire de l'OTAN. Pour compléter ce que vous avez dit à propos de la production d'installations de drones que nous avons récemment signalées, en publiant leurs coordonnées et en montrant que nous connaissons l'emplacement de ces sites, je pense qu'hier, il y a eu une communication de nos services de renseignement, précisément à propos de la Lettonie. Il y était indiqué que la Lettonie est sur le point de lancer, ou d'aider les Ukrainiens à lancer, des drones directement depuis son territoire.

Donc ce n'est plus... ce n'est plus une question de fournir un espace aérien, ce qui avait déjà été prouvé avec les drones ukrainiens qui tentaient de frapper le nord-ouest de la Russie. Maintenant, il s'agit de lancer des drones depuis le territoire letton vers des cibles en Russie. Alors, à quel moment quelqu'un dira : oui, cette fois, nous sommes en guerre directe ? À quel moment l'armée prendra-t-elle la décision qu'elle doit prendre, conformément à tous les protocoles, à toute la documentation militaire habituelle ? Je ne pense pas que ce sera un grand tournant. Cela pourrait arriver tout à fait par surprise, quand les gens en Europe découvriront que, oui, nous sommes dans une confrontation directe avec l'OTAN. Et je ne crois pas que ce sera une surprise pour qui que ce soit en Russie de voir cette évolution, vu les actions que nos voisins entreprennent.

## **#Glenn**

Encore une fois, c'est un bon point, et pas seulement à propos des armes, mais aussi du territoire. On a vu beaucoup de drones passer par les pays baltes et la Finlande, voire même venir de là-bas. Et puis, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a dit que, oui, il y avait des drones ukrainiens, mais qu'ils ne seraient pas là sans l'agression russe. En gros, ils tiennent la Russie pour responsable de la présence de drones ukrainiens dans leur espace aérien. Comment vous évaluez ça ? Parce que, s'ils ne tiennent pas l'Ukraine pour responsable, s'ils ne lui disent pas d'arrêter, et que c'est la faute de la Russie si l'Ukraine envoie des drones dans l'espace aérien de l'Union européenne ou de l'OTAN, alors... à quel moment ça ressemble à un accord tacite, ou à une forme de permission ? Ou bien, selon vous, c'est juste une manière diplomatique de le dire ?

## **#Dmitry Polyanskiy**

Eh bien, je pense que le langage diplomatique est presque à bout dans ce genre de situation. Et cette logique pervertie dont vous parlez, c'est en fait une extension de la vision occidentale de cette crise, où l'Ukraine ne peut être tenue responsable de rien. Ils veulent faire commencer l'histoire en deux mille vingt-deux. Ils affirment que tout ce qui s'est passé avant cette date n'a jamais existé. Ils essaient donc de rejeter nos arguments, selon lesquels la guerre durait déjà là-bas depuis deux mille quatorze, et que nous sommes intervenus pour l'arrêter, une fois tous les moyens épuisés, une fois ces accords sabotés — des accords qui offraient pourtant une vraie chance à l'Ukraine de retrouver

son intégrité territoriale, du moins en ce qui concerne le Donbass, et de redevenir un pays normal, amical envers la Russie.

Tout cela a été complètement anéanti, et maintenant, on en arrive à une situation très... comment dire... étrange. Nos ambassadeurs, nos chargés d'affaires, sont convoqués dans les ministères de ces pays, où on leur adresse des protestations parce que des drones ukrainiens sont entrés sur le territoire de ces États. C'est arrivé, par exemple, en Lettonie. Et quand mon collègue là-bas a demandé : « Mais quel rapport avons-nous avec le fait que des drones ukrainiens, envoyés par le commandement ukrainien, soient entrés dans l'espace aérien letton et aient frappé un certain endroit en Lettonie ? », on lui a répondu exactement ce que vous venez de dire : que cela ne se serait pas produit sans l'agression russe contre l'Ukraine. Voilà leur logique.

Tout est un peu expliqué aujourd'hui par l'agression russe contre l'Ukraine. Mais de moins en moins de gens, presque plus personne, n'utilise l'expression « non provoquée ». Avant, c'était systématique. Je me souviens de mon passage à l'ONU, c'était comme une sorte de mantra : « agression russe non provoquée », et ainsi de suite. Mais après que l'administration américaine a montré une certaine ouverture à l'idée qu'il fallait aussi s'attaquer aux causes profondes de cette crise, si on veut une solution durable à long terme, eh bien, au moins les pays européens ont un peu changé de ton. Ils n'emploient plus ce mot « non provoquée », parce que c'est absurde. Tout le monde comprend qu'il y a eu des événements avant deux mille vingt-deux qui ont conduit à la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Donc...

## **#Dmitry Polyanskiy**

Encore une fois, c'est une logique complètement pervertie. Ils ne voient rien de ce qui se passe en Ukraine. Bien sûr, ils parlent de corruption, mais pas autant qu'ils devraient le faire, parce que la corruption est partout. Apparemment, ils ont déjà écrit le mot « Zelensky » en lettres majuscules, mais personne n'ose le prononcer publiquement. Ils essaient de manœuvrer, d'éviter cette réalité, la triste réalité que le chef du régime de Kiev est aussi à la tête de ce réseau de corruption. Et il ne faut surtout rien dire de négatif sur l'Ukraine. Ils ferment les yeux sur le fait que l'Ukraine commet de graves violations des droits humains, du droit à la liberté de religion, des libertés politiques, des droits des minorités, et ainsi de suite. Pour eux, tout cela n'existe pas. L'Ukraine est toujours blanche et innocente, et la Russie toujours mauvaise. C'est leur vision du monde, et ils ne veulent pas en changer.

## **#Glenn**

Eh bien, au-delà des drones et de l'utilisation du territoire de l'OTAN, on voit aussi d'autres problèmes apparaître dans la région baltique... enfin, plus précisément dans la mer Baltique. On parle d'exercer une pression accrue sur Kaliningrad, et le Royaume-Uni va désormais diriger un bloc naval créé pour faire face à la Russie. Et il y a sans cesse des références à ce qu'ils appellent la flotte fantôme de la Russie. Comment voyez-vous cela ? Sommes-nous proches de franchir certaines lignes

rouges ? Parce que, encore une fois, beaucoup de ces choses auraient été impensables pendant la guerre froide, et aujourd'hui, ça passe presque inaperçu dans les médias, ce qui est quand même un peu inquiétant.

## **#Dmitry Polyanskiy**

Je pense que les pays européens essaient de tester les limites de notre patience. Et ils risquent très vite de se retrouver dans la situation dont j'ai parlé au début de notre discussion, celle d'une confrontation directe. La mer Baltique semble d'ailleurs être une zone très probable pour un tel affrontement, parce qu'il y a beaucoup d'actions menées par les pays de l'OTAN contre la Russie. Certains parlent même ouvertement de faire de la mer Baltique une mer intérieure de l'OTAN, ce qui, bien sûr, constitue un casus belli, comme vous pouvez le comprendre.

Il y a des gens complètement irresponsables, comme ce ministre lituanien de la Défense, si je ne me trompe pas, qui disent que l'OTAN devrait montrer à la Russie qu'elle a la capacité de frapper Kaliningrad, histoire, soi-disant, de calmer un peu les esprits à Moscou. Franchement, je ne peux pas imaginer de déclarations plus dangereuses que ça. Toutes ces attitudes belliqueuses nous ramènent encore une fois à une situation où un conflit direct ne serait plus une hypothèse, mais une réalité. Et là encore, la frontière est très floue... ça peut arriver à tout moment, malheureusement, à cause des actions que mènent les pays de l'OTAN, de leurs provocations et de leur rhétorique. Et bien sûr, tout cela ne passe pas inaperçu dans mon pays.

## **#Glenn**

J'ai parlé il y a quelques jours, dans cette émission, avec Sergueï Karaganov. Comme vous le savez, il a eu une influence importante sur l'évolution de la doctrine nucléaire russe, et il a conseillé, entre autres, Gorbatchev, Eltsine et Poutine. Il expliquait que, par le passé, il plaidait pour rétablir la capacité de dissuasion de la Russie en frappant l'Europe, et qu'à l'époque, il faisait partie d'une petite minorité. Aujourd'hui, il affirme que la situation a changé, et qu'il représente désormais une large majorité. Avez-vous, vous aussi, le sentiment qu'il y a un changement d'état d'esprit sur la manière dont la Russie devrait aborder les Européens sur cette question ?

## **#Dmitry Polyanskiy**

Eh bien, je peux vous dire que la communauté des experts en Russie, qui est très dynamique et qui regroupe beaucoup d'opinions différentes — y compris celle de Sergueï Karaganov, un chercheur très respecté —, l'idée d'utiliser des armes nucléaires tactiques n'est plus vraiment un tabou, je dirais. Beaucoup de gens partagent désormais ces idées, c'est visible. Mais cela ne vient toujours pas des cercles qui prennent les décisions sur certaines questions. Et c'est là qu'il y a une grande différence entre la communauté des experts et les cercles décisionnels.

Mais le changement est visible, parce que beaucoup de gens sont vraiment frustrés. Beaucoup disent qu'ils mènent déjà une guerre directe contre la Russie. Qu'ils tuent déjà des soldats russes. Qu'ils participent déjà à des frappes contre les infrastructures civiles russes. Alors, qu'est-ce qu'on attend ? Cette question reste ouverte, et on l'entend de plus en plus fort. C'est, encore une fois, l'une des raisons pour lesquelles je n'exclus aujourd'hui aucun scénario. Et, eh bien, à moins qu'il n'y ait un sursaut de lucidité chez nos voisins européens, je pense que la situation peut empirer à tout moment.

## **#Glenn**

Poutine a récemment déclaré, en tout cas quelque chose dans ce sens, que la guerre allait probablement toucher à sa fin. Et ça soulève une question : voyez-vous une voie possible vers une solution politique, ou un accord ? Y a-t-il une marge pour un compromis, ou bien n'y a-t-il pour l'instant aucune discussion ? Comment peut-on résoudre cette situation aujourd'hui ? Parce que j'entends souvent les slogans venant des pays de l'OTAN, du genre « la guerre se terminera quand la Russie partira ». Mais en même temps, les Européens — enfin, les pays de l'OTAN — ont plus ou moins déclaré très ouvertement que, quand la Russie partira, l'OTAN s'installera. Donc ça complique les choses... Et au-delà de ça, il n'y a pas vraiment de débat. Je me demandais simplement, au-delà des gros titres dans les médias, avez-vous le sentiment que vos collègues du côté européen sont prêts à envisager une forme de compromis, où les préoccupations de sécurité de chacun seraient prises en compte ? Ou bien, pour l'instant, il ne se passe pas grand-chose ?

## **#Dmitry Polyanskiy**

Eh bien, d'après mes échanges ici, en marge des réunions de l'OSCE, je peux vous dire qu'un grand nombre de mes homologues sont vraiment très préoccupés par ce qui se passe. Ils me posent des questions, ils viennent me parler, ce qui n'est pas quelque chose qu'on verrait forcément dans d'autres contextes, y compris à l'ONU, où nous traitons surtout avec les membres du Conseil de sécurité. Le cercle des personnes avec qui je peux discuter dans les couloirs est donc beaucoup plus large. Mais en même temps, il y a un certain nombre de pays qui excluent totalement toute évolution dans les efforts communs envers la Russie, toute modification de la position commune vis-à-vis de la Russie. Et, si je peux dire les choses ainsi, ils tiennent en quelque sorte leurs collègues en otage. Ils ne veulent laisser aucune marge de manœuvre pour des initiatives collectives à l'égard de la Russie.

Et vous voyez, c'est maintenant clairement visible dans ce récit, qui devient de plus en plus marqué : on parle de lancer des négociations avec la Russie, de désigner une personne capable de parler au nom de tout le monde. Le problème, c'est que l'Union européenne, cet organisme créé à l'origine pour le bénéfice économique de tout le continent, est aujourd'hui, dans une large mesure... enfin, ses hauts fonctionnaires, disons-le, ce sont eux qui décident de tout. Et ils maintiennent un peu tout le monde dans un enclos, comme des bergers, surveillant chaque tentative d'en sortir, chaque geste

un peu trop indépendant. Du coup, les gens ont peur, vraiment peur, des représailles de la Commission européenne, ou de signaux hostiles envoyés à telle ou telle capitale jugée trop amicale envers la Russie, trop ouverte à la Russie.

C'est une situation vraiment étrange. C'est complètement contraire au bon sens. En ce qui concerne les efforts de paix, je peux vous dire que... eh bien, le chemin vers la paix est aujourd'hui parfaitement clair. Et il est tout aussi clair qu'il existe un groupe de pays, ou plutôt d'individus — disons-le, des élites — qui ne veulent absolument pas suivre cette voie de la paix. Ils ont des plans totalement différents. Est-ce parce qu'ils n'ont aucune perception réelle de la réalité, ou pour d'autres raisons ? Je ne sais pas. Mais le fait est qu'il y a un groupe d'élites, un groupe de personnes, qui ont tout misé sur la poursuite de cette situation. Et bien sûr, à leur tête, il y a Zelensky. D'ailleurs, aujourd'hui, comme vous le savez peut-être, c'est le septième anniversaire de son investiture, et cela fait deux ans qu'il est à la tête du pouvoir ukrainien sans aucune raison légitime jusqu'à présent.

Il a donc simplement usurpé le pouvoir, et c'est un jour bien triste pour les Ukrainiens, qui se retrouvent privés de la possibilité d'élire qui que ce soit d'autre. Cet homme, et ses sbires bien sûr, n'ont aucun intérêt à voir le moindre changement, parce qu'ils savent très bien que la fin de la guerre signifierait la fin des hostilités. Et la fin des hostilités voudrait dire qu'ils devraient rendre des comptes pour ce qu'ils ont fait à leur pays. Ils ne veulent pas de ce changement. Ils veulent que leur pays se batte jusqu'au bout, même si cela doit se faire au prix du sacrifice de tout le monde en Ukraine. Il y a aussi, en Europe, d'autres acteurs qui soutiennent cette élite ukrainienne corrompue, et qui ont, je suppose, leurs propres raisons pour la maintenir au sommet et pour garder les affaires de corruption à un niveau de tension très, très bas. Et ces groupes, ensemble, font tout pour convaincre tout le monde de cette vision très pervertie, disons-le, de la réalité : que tout va bien pour l'Ukraine sur le champ de bataille, que tout va mal pour la Russie, et que la Russie serait au bord de perdre tous ses avantages stratégiques.

Je pense qu'ils sont très proches de ce moment-là. Et je l'ai dit ouvertement lors de la dernière réunion du Conseil de sécurité : on en revient au point où ils vont encore dire que la Russie n'a plus que quelques missiles à lancer, et que, pour en fabriquer de nouveaux, il nous faut récupérer des puces dans des micro-ondes et des machines à laver. On a déjà entendu ça, non ? Ces gens-là, franchement, ils se moquent complètement de savoir à quel point leurs déclarations paraissent absurdes. Ils peuvent tout faire, et ils le feront, pour que la situation reste telle qu'elle est, pour que les Ukrainiens continuent de se battre et fassent le plus de mal possible à la Russie. Même si, au bout du compte, il ne reste plus d'Ukraine, même si tout le pays est sacrifié — pas seulement les hommes, mais aussi les femmes. Je pense qu'ils sont vraiment proches de ce moment. Et pourtant, le chemin vers la paix est parfaitement clair. Nous voulons simplement des frontières stables, du travail normal à nos frontières. Il y a des régions qui ont exprimé leur volonté de rejoindre la Russie, et nous les avons acceptées, conformément à leur constitution et à la nôtre. Cela veut dire que les territoires de ces régions doivent être libérés, soit par des moyens militaires, soit avec le

consentement des Ukrainiens. Et puis, il reste une grande question : à quoi ressemblera le reste de l'Ukraine ?

Nous ne tolérerons pas que le même régime reste en place dans le reste de l'Ukraine, un régime qui, clairement, ne remplit pas ses devoirs en matière de respect des droits des russophones. L'Ukraine est le seul pays au monde à avoir officiellement interdit la langue russe — en fait, toute langue. Et elle le fait en totale contradiction avec sa propre constitution. Elle piétine sa constitution. Nous, ce que nous voulons, c'est un voisin normal. Nous voulons un pays normal à nos frontières, un pays qui ne menace pas la Russie. Nous voulons le pays avec lequel nous avons signé un traité de bon voisinage, au moment où la Russie et l'Ukraine sont devenues des États indépendants.

Beaucoup de choses ont été faites en Ukraine en contradiction avec ce traité. Nous voulons donc que cette situation soit réglée, pour être sûrs qu'il n'y aura plus de problèmes venant du territoire ukrainien. C'est aussi simple que ça. Cette partie-là est claire, tout le monde la comprend. Mais certaines personnes préfèrent ignorer cette triste réalité : soit on suit ce scénario, soit nous devons continuer à nous battre par tous les moyens possibles, avec des conséquences négatives prévisibles pour l'Ukraine en tant que pays, et aussi avec un risque croissant d'affrontement militaire direct entre la Russie et l'OTAN, avec toutes les conséquences prévisibles pour le continent européen. C'est aussi simple que ça.

## **#Glenn**

Ma dernière question est la suivante : voyez-vous un avenir pour l'OSCE dans la gestion de la sécurité européenne ? Parce que, encore une fois, pendant toute la guerre froide, on a essayé de dépasser cette logique des blocs. Et depuis les accords d'Helsinki, en mille neuf cent soixante-quinze, on a commencé à travailler sur certaines formules. Puis, en mille neuf cent quatre-vingt-dix, on a adopté la Charte de Paris pour une nouvelle Europe. Il ne devait plus y avoir de lignes de division, plus de politique de blocs. La sécurité devait être indivisible. Et puis, il y a aussi cette organisation que nous avons créée, l'OSCE, où vous êtes, bien sûr, l'ambassadeur et le représentant permanent de la Fédération de Russie.

Mais vers le milieu des années quatre-vingt-dix, il est devenu évident que cette architecture de sécurité européenne, fondée sur l'inclusion — où l'on cherchait la sécurité les uns avec les autres plutôt que les uns contre les autres — avait été en grande partie abandonnée au profit de l'élargissement de l'OTAN. Aujourd'hui, on entend de plus en plus parler d'une fragmentation de l'OTAN. Les États-Unis n'ont plus le même engagement ; ils s'adaptent simplement à une nouvelle répartition du pouvoir à l'échelle internationale. Pensez-vous que, compte tenu de ces évolutions, il existe des opportunités de relancer l'idée d'une architecture de sécurité inclusive ? Une approche où l'on ne se concentre pas seulement sur la dissuasion mutuelle et l'accumulation d'armes, mais où l'on cherche à nouveau à atteindre ce qui, pendant tant d'années, avait été l'objectif commun ?

## **#Dmitry Polyanskiy**

Eh bien, l'OSCE est malheureusement aujourd'hui sous respiration artificielle, si je peux dire les choses ainsi, presque dans le coma. Parce que la manière dont cette organisation a été créée, la vision qu'en avaient nos prédécesseurs, est totalement à l'opposé de la façon dont elle fonctionne aujourd'hui. Cette organisation n'a jamais été pensée pour une logique de blocs. Elle a justement été créée comme une alternative à cette mentalité de blocs. Elle devait être une organisation capable d'assurer la sécurité de tous. Et elle a produit beaucoup de documents très importants, beaucoup d'outils essentiels, qui existent toujours. Personne ne dit que tel ou tel outil est devenu obsolète ou qu'on ne s'en servira plus. Ils font toujours partie de la boîte à outils de l'OSCE.

Mais les pays de l'OTAN, au lieu de saisir cette occasion pour construire une architecture de sécurité commune — une sécurité indivisible, incluant la Russie et les autres — ont choisi une autre voie. Ils ont tout sacrifié au profit de cet élargissement de l'OTAN, sans limites, sans véritable raison. Et l'OTAN est un bloc agressif, comme on le voit clairement aujourd'hui. Elle doit toujours désigner un adversaire, et ce n'était qu'une question de temps avant qu'elle ne désigne ouvertement la Russie comme ennemi, comme adversaire. Ils ne peuvent pas vivre dans une situation où il n'y a pas d'adversaire. Alors la question, c'est : à quoi bon maintenir l'OTAN ? Et tout cela nuit profondément au rôle de l'OSCE, à ses principes fondateurs.

Et petit à petit, tous les traités, tous les accords, toutes les mesures de transparence et de renforcement de la confiance ont été sapés par le comportement des pays de l'OTAN. L'OSCE donne aujourd'hui une image très triste, parce qu'au lieu de discuter de ces notions de sécurité commune, au lieu de s'attaquer ensemble aux défis que nous partageons et que nous pourrions affronter efficacement en unissant nos forces, cette plateforme est monopolisée par les pays de l'OTAN. Ils essaient de s'en servir comme d'un instrument dans une guerre hybride contre la Russie. Tout tourne autour de l'Ukraine. Tout est empoisonné par cette perception erronée de ce qui s'est passé en Ukraine, et des raisons pour lesquelles cela s'est produit. Ils ne veulent rien entendre.

C'est un peu comme une tranchée, et bien sûr, nous sommes chacun dans des tranchées différentes. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de vrai dialogue. Le seul dialogue qui existe, c'est celui des couloirs, où l'on peut échanger un peu, mais ce n'est pas à un niveau où les décisions se prennent. J'espère au moins que cela éveille une certaine prise de conscience chez mes interlocuteurs. Mais si vous regardez le fonctionnement formel de l'OSCE, vous verrez que ce ne sont que des paroles creuses et des menaces vides à l'égard de la Russie. Tout est mis sur le dos de la Russie. Chaque événement est utilisé par l'Ukraine et ses soutiens pour alimenter ce discours anti-russe, russophobe. C'est une situation très triste, et bien sûr, cela soulève beaucoup de questions sur l'avenir de cette organisation et sur sa véritable valeur ajoutée. Elle ne peut pas devenir un outil de plus pour critiquer ou attaquer la Russie, ou les pays occidentaux. D'ailleurs, il y a déjà le Conseil de l'Europe, dont nous nous sommes retirés.

Ils ont, bien sûr, l'Union européenne. Ils peuvent y passer des heures à s'en prendre à la Russie, à se remonter le moral avec des slogans russophobes et d'autres choses du genre. Mais c'est censé

être une organisation sérieuse, chargée de traiter les questions de sécurité en Europe. Et nous, nous sommes là précisément pour ça. Nous y sommes toujours. Nous ne nous retirons pas. Nous essayons encore d'utiliser cette plateforme pour faire connaître nos positions, nos évaluations, à nos voisins européens. Mais si ça continue comme ça, je ne parierais pas beaucoup sur l'avenir de cette organisation. Et malheureusement, il y a beaucoup de pays qui sont prêts à tout pour la maintenir dans cet état, sous respiration artificielle, en ignorant le fait qu'elle risque de tomber dans un certain coma, voire de disparaître complètement comme outil. Ce serait, bien sûr, regrettable, mais c'est pourtant le scénario qu'ils sont en train de provoquer, et à grande vitesse.

## **#Glenn**

C'est largement reconnu comme étant le problème d'un retour à la politique des blocs. En d'autres termes, le système d'alliances repose sur un conflit permanent. D'ailleurs, quand la paix s'installe, ces systèmes ont tendance à se désagréger. C'est pour ça que, dans les années quatre-vingt-dix, c'était le grand débat au sein de l'OTAN : soit intervenir hors zone, soit disparaître. Il fallait trouver une nouvelle mission pour maintenir les structures de pouvoir. Enfin, j'ai déjà pris assez de votre temps, alors je tiens simplement à vous remercier encore une fois, Monsieur l'Ambassadeur, pour votre disponibilité.

## **#Dmitry Polyanskiy**

Merci. Je vous en prie.